

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

12 juillet 2022

**EXPOSÉ D'ORIENTATION
POLITIQUE (*)****Asile et Migration**

*Voir:***Doc 54 1610/ (2020/2021):**001: Liste des exposés d'orientation politique.
002 à 024: Exposés d'orientation politique.
025 à 063: Rapports.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

12 juli 2022

BELEIDSVERKLARING(*)**Asiel en Migratie**

*Zie:***Doc 55 1610/ (2020/2021):**001: Lijst van beleidsverklaringen.
002 tot 024: Beleidsverklaringen.
025 tot 063: Verslagen.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

07512

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

INTRODUCTION

Chaque année, de nombreux travailleurs étrangers renforcent nos entreprises, des étudiants étrangers s'assoient sur les bancs de nos universités, nous offrons une protection à ceux qui fuient la guerre et les persécutions, nous travaillons à l'activation des primo-arrivants et nous guidons ceux qui n'ont pas obtenu le droit de séjour vers leur pays d'origine. Cela montre immédiatement la polyvalence de notre politique d'asile et de migration.

L'exposé d'orientation politique offre l'occasion de jeter un regard rétrospectif sur le chemin parcouru, mais surtout de se tourner vers l'avenir. L'accent sera donc mis sur les grandes lignes et la vision de la politique future. Bien que la législature soit déjà à mi-parcours, il reste suffisamment de temps pour mener à bien la mise en œuvre des différentes réformes fondamentales qui ont déjà été engagées. Telle est et reste l'ambition: réaliser diverses réformes structurelles qui laisseront le département en meilleure posture qu'il ne l'était au début de la législature. À cet égard, nous poursuivrons sur la même voie.

La politique belge d'asile et de migration n'est évidemment pas exclusive. Elle s'inscrit dans un cadre européen et international. Le respect des droits fondamentaux est et reste une ligne directrice importante, tout en se montrant conscients des différentes évolutions sociales et géopolitiques. Le cadre européen actuel n'est pas à la hauteur de ces évolutions et doit être adapté. Ce n'est pas un simple souhait, mais une nécessité absolue. Nous continuerons donc à travailler à une bonne coopération internationale. Et dans le contexte européen, nous ne cesserons d'insister sur la nécessité d'une politique européenne plus commune.

Au cours de cette législature, nous avons déjà été confrontés à des événements imprévus. Cette situation est typique du département de l'Asile et de la Migration. Les crises internationales constituent un défi en soi, mais elles ont également des conséquences pour la Belgique. Il est donc nécessaire de réagir rapidement à ces événements. C'est ce que nous avons fait ces dernières années. En liaison ou non avec d'autres domaines et niveaux politiques, une gestion de crise réussie a pu être menée. Une évacuation de l'Afghanistan a été organisée après la prise de pouvoir des Talibans et, après l'invasion russe de l'Ukraine, un centre d'enregistrement a été immédiatement mis en place au Heysel. Dans le contexte belge, il a été précisé aux grévistes de la faim

INLEIDING

Jaarlijks komen heel wat buitenlandse arbeidskrachten onze bedrijven versterken, zitten buitenlandse studenten op onze universiteitsbanken, geven we bescherming aan zij die op de vlucht zijn voor oorlog en vervolging, werken we aan de activering van nieuwkomers, en begeleiden we zij die hier geen verblijfsrecht bekomen terug naar hun herkomstland. Het toont meteen de veelzijdigheid van ons asiel- en migratiebeleid.

Halfweg de legislatuur, biedt deze beleidsverklaring de mogelijkheid om even achterom te kijken, en daarna de blik op de toekomst te werpen. De voorbije twee jaar werden de fundamentele gelegd voor verschillende structurele hervormingen, die de komende twee jaar verder zullen worden uitgerold. De focus zal dan ook liggen op de grote lijnen en de langere termijn visie op het toekomstig asiel- en migratiebeleid. Dat is en blijft immers de ambitie: verschillende structurele hervormingen uitvoeren die het departement klaar maken voor de toekomst, waarbij een gecontroleerd en rechtvaardig migratiebeleid voorop staat. We gaan hierbij verder op de ingeslagen weg.

Het Belgische asiel- en migratiebeleid staat uiteraard niet op zich. Het is ingebed in een Europees en internationaal kader. Respect voor de fundamentele rechten is en blijft een belangrijke leidraad. Daarbij mogen we niet blind zijn voor verschillende maatschappelijke en geopolitieke evoluties. Het Europees kader is vandaag niet opgewassen tegen deze evoluties en moet aangepast worden. Dat is niet enkel een wens, maar een absolute noodzaak. Er zal dus verder gewerkt worden aan een goede internationale samenwerking. En in Europese context zal een blijvend geklopt worden op de nagel van de noodzaak aan een meer gemeenschappelijk Europees beleid.

Tijdens deze legislatuur werden we reeds geconfronteerd met onvoorziene gebeurtenissen. Dat is eigen aan het departement Asiel en Migratie. Internationale crisissen zijn een uitdaging op zich, maar hebben ook gevolgen voor België. Snel inspelen op deze gebeurtenissen is dus noodzakelijk. Dat is de afgelopen jaren ook gebeurd. Al dan niet tezamen met andere beleidsdomeinen en beleidsniveaus, werd er een succesvol crisismanagement gevoerd. Er werd een evacuatie opgezet uit Afghanistan na de machtsovername door de Taliban en na de Russische inval in Oekraïne werd er onmiddellijk een registratiecentrum op de Heizel uitgebouwd. In Belgische context werd aan de hongerstakingers duidelijk gemaakt dat iedereen het recht

que chacun a le droit de déposer une demande, mais que la grève de la faim n'est pas un moyen d'obtenir un permis de séjour.

Il est impossible de prévoir si de nouveaux événements imprévus se produiront au cours des deux prochaines années. Mais si nécessaire, des mesures seront prises rapidement et de manière décisive.

Enfin, nous ne pouvons ignorer le fait que le sujet de l'asile et de la migration préoccupe fortement la population et suscite des émotions chez de nombreuses personnes. C'est compréhensible. La politique doit en tenir compte et en tiendra compte. Pas en étant populiste. Mais en s'assurant que la politique soit équitable. L'équité sera donc centrale. Une politique équitable consiste à garantir des procédures rapides et de qualité qui apportent rapidement une sécurité juridique. L'équité consiste à s'assurer que les décisions soient effectivement mises en œuvre. L'équité signifie que les personnes puissent jouir de leurs droits et respectent leurs obligations. C'est ainsi que nous mettrons en place la politique d'asile et de migration contrôlée dont notre société a besoin. Une politique qui offre des opportunités et ne laisse personne de côté, que l'on soit autorisé ou non à rester dans notre pays. Pour ceux qui sont autorisés à rester ici, il doit y avoir une bonne politique d'intégration, pour ceux qui ne sont pas autorisés à rester ici, nous prévoyons une politique de retour proactive.

Mais une politique équitable seule ne saurait suffire. Il est essentiel d'expliquer cette politique ouvertement et clairement, surtout compte tenu du caractère sensible de la question.

1. Ligne de force 1: Le respect du droit international et des traités

L'asile et la migration est le sujet par excellence qui nécessite une approche internationale. Notre pays s'est engagé juridiquement à respecter et à protéger les droits internationaux des réfugiés et des migrants, notamment parce qu'ils sont l'expression d'une obligation morale et des principes fondamentaux de la dignité humaine. Les personnes qui ont droit à une protection internationale, les personnes qui veulent travailler, étudier ou les personnes qui souhaitent rejoindre leur famille ici, continueront à être accueillies dans l'Union européenne et en Belgique, comme nous l'avons prouvé en pratique depuis de nombreuses années. La Belgique continuera également à contribuer à la protection des réfugiés dans leur région d'origine et à la réinstallation des plus vulnérables, en concertation avec les acteurs internationaux reconnus.

heeft een verblijfsaanvraag in te dienen, maar dat een hongerstaking geen middel is om een verblijfsvergunning te bekomen.

Het valt niet te voorspellen of er de komende twee jaar nog onvoorziene gebeurtenissen zullen voorvallen. Maar indien nodig zal er snel en kordaat opgetreden worden.

Ten slotte kunnen we er niet omheen dat Asiel en Migratie een thema is dat de bevolking sterk bezig houdt. Het roept bij veel mensen emotie op. Dat is begrijpelijk. Het beleid moet en zal hiermee rekening houden. Niet door de populistische toer op te gaan. Maar wel door te zorgen voor een rechtvaardig beleid. Rechtvaardigheid zal dan ook centraal staan. Rechtvaardig beleid is zorgen voor snelle en kwaliteitsvolle procedures die snel rechtszekerheid bieden. Rechtvaardigheid is zorgen dat beslissingen ook daadwerkelijk worden uitgevoerd. Rechtvaardigheid betekent dat mensen kunnen genieten van hun rechten en zich houden aan hun plichten. Zo zorgen we voor een gecontroleerd asiel- en migratiebeleid waar onze samenleving nood aan heeft. Een beleid dat kansen geeft en niemand loslaat, of men nu in ons land mag blijven of niet. Voor wie hier blijft moet er een goed integratiebeleid zijn, voor wie hier niet mag blijven voorzien we een aanklampend terugkeerbeleid.

Maar beleid voeren alleen is niet voldoende. Wil de overheid het vertrouwen van de bevolking op dit thema krijgen, dan moet ze ook open en helder communiceren over het rechtvaardig en gecontroleerd migratiebeleid dat ze vooropstelt.

1. Krachtlijn 1: Respect voor internationaal recht en verdragen

Asiel en migratie is bij uitstek een thema dat vraagt om een internationale aanpak. Ons land heeft zich juridisch verbonden om internationale rechten van vluchtelingen en migranten te respecteren en te beschermen, mede omdat ze uiting geven aan een morele plicht en fundamentele principes van menselijke waardigheid. Mensen die recht hebben op internationale bescherming, mensen die hier willen werken, studeren of mensen die wensen zich bij hun gezin voegen, zullen in de Europese Unie en in België welkom blijven, zoals we dat al jaren bewijzen in de praktijk. België zal evenzeer blijven bijdragen aan de bescherming van vluchtelingen in de herkomstregio en aan de hervestiging van de meest kwetsbaren, in samenspraak met de erkende internationale actoren.

En plus de stipuler des garanties individuelles, les traités internationaux définissent également des accords entre les pays d'origine, de transit et de destination. Le droit international permet en effet aux États de maintenir des relations migratoires stables et organisées. Ce gouvernement veut contribuer à une migration sûre, ordonnée et humaine par le biais de conventions et d'accords. Il s'engage à soutenir la migration organisée par le biais de partenariats à long terme avec d'autres pays et par la coopération avec des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, mais également à s'attaquer aux causes et aux moteurs de la migration irrégulière, d'autre part. Dans le même temps, nous gérerons correctement nos frontières et conclurons de nouveaux accords avec des pays pour reprendre leurs citoyens sans titre de séjour régulier en Belgique. Les lignes de force de la politique internationale pour les quatre prochaines années ont également été définies dans un plan d'action belge de mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Ce plan d'action continuera donc à guider la politique de ce gouvernement, avec pour objectif clair une meilleure gestion globale des migrations. Le plan d'action de mise en œuvre du PMM est donc axé sur (1) l'amélioration de la collecte et de l'analyse des données sur les migrations, qui permet d'élaborer une politique fondée sur des éléments concrets; (2) la dignité du travail et l'activation des demandeurs d'asile, des réfugiés et des personnes issues de l'immigration; (3) la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains; (4) la promotion du retour volontaire et forcé et le soutien à la réintégration dans le pays d'origine; et (5) l'établissement de partenariats internationaux durables en matière de migration.

2. Ligne de force 2: La coopération internationale

Ce gouvernement a clairement opté pour un modèle migratoire européen. En effet, les défis sont aussi largement européens. Nous vivons dans un espace sans frontières intérieures, avec des frontières extérieures communes et un système de visas hautement intégré. Un migrant qui entre en Bulgarie ou en Grèce, par exemple, entre *de facto* aussi en Belgique. Une coopération européenne efficace est donc indispensable parce que les défis sont également européens. Le pacte européen sur l'asile et la migration qui est sur la table est la meilleure façon imaginable d'y parvenir. Ce gouvernement opte résolument pour une politique durable, moralement correcte, prévisible et juridiquement correcte.

Un élément important de ce modèle européen est de chercher et de trouver le bon équilibre entre les concepts de responsabilité et de solidarité. Placer les responsabilités des États membres au centre de la gestion des migrations nécessite la mise en œuvre

Naast het vastleggen van individuele garanties worden in internationale verdragen ook afspraken tussen landen van herkomst, doorreis en bestemming bepaald. Internationaal recht laat staten immers toe stabiele en georganiseerde migratielaties te onderhouden. Deze regering wil via overeenkomsten en afspraken bijdragen tot een veilige, ordelijke en humane migratie. Ze verbindt zich er toe om via duurzame partnerschappen met andere landen en via samenwerkingen met internationale gouvernementele en niet-gouvernementele organisaties georganiseerde migratie te ondersteunen maar ook om de oorzaken en drijvers van irreguliere migratie tegen te gaan. Tegelijk zullen we onze grenzen op een correcte manier beheren en verdere afspraken maken met landen om hun burgers die in België geen regulier verblijf hebben, terug te nemen. De krachtlijnen van het internationaal beleid werden voor de komende vier jaar ook vastgelegd in een Belgisch actieplan inzake de *Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration*. Dit actieplan zal dan ook de leidraad blijven voor het beleid van deze regering, met als duidelijk doel een beter globaal beheer van migratie. Het GCM actieplan focust daarom op het (1) beter verzamelen en analyseren van migratiegegevens, wat een beleid gebaseerd op feiten ondersteunt; (2) waardig werk en de activering van asielzoekers, vluchtelingen en mensen met een migratieachtergrond; (3) de strijd tegen mensensmokkel en mensenhandel; (4) het bevorderen van de vrijwillige en gedwongen terugkeer en het ondersteunen van de re-integratie in het land van herkomst; en (5) het aangaan van duurzame internationale migratiepartnerschappen.

2. Krachtlijn 2: Europese samenwerking

Deze regering heeft duidelijk gekozen voor een Europees migratiemodel. De uitdagingen zijn namelijk ook grotendeels Europees. We leven in een ruimte zonder binnengrenzen, met gemeenschappelijke buitengrenzen en met een sterk geïntegreerd visumsysteem. Een migrant die pakweg Bulgarije of Griekenland binnenkomt, komt dus *de facto* ook België binnen. Een doeltreffende Europese samenwerking is dus een must omdat de uitdagingen ook Europees zijn. Het Europees asiel- en migratiepact dat op tafel ligt, is de best denkbare piste om dit te realiseren. Deze regering kiest resoluut voor een duurzaam, moreel juist, voorspelbaar en juridisch correct beleid.

Een belangrijk element in dit Europees model is het zoeken en vinden van de juiste balans tussen de begrippen verantwoordelijkheid en solidariteit. Het centraal zetten van de verantwoordelijkheden van lidstaten in migratiebeheer vereist de uitvoering van een screening

d'un filtrage aux frontières extérieures, l'enregistrement correct des personnes, des procédures rapides et de qualité, l'application correcte du système de Dublin et une vision commune de la coopération européenne avec les pays tiers dont la coopération est cruciale pour pouvoir réaliser le retour.

Le deuxième élément de la solidarité découle du concept de responsabilité. La Belgique est solidaire des autres États membres de l'UE et pourra l'être encore plus lorsque les éléments susmentionnés d'une gestion correcte des migrations seront réalisés. Il est dans l'intérêt des États membres qui connaissent un afflux spontané important d'enregistrer correctement chaque personne afin de pouvoir corriger le nombre de personnes que ces pays doivent accueillir. Le modèle européen prôné par la Belgique est basé sur des chiffres et sur la pression réelle de l'asile sur les États membres, tant primaire que secondaire.

L'UE peut et doit être ambitieuse dans sa politique d'asile et de migration et, dans la perspective de la présidence européenne de notre pays au premier semestre 2024, la Belgique doit apporter sa pierre à l'édifice. Les premiers pas concrets vers le Pacte ont été faits, avec la création d'une Agence européenne pour l'asile et, très important, une percée il y a quelques semaines sur les dossiers Eurodac et filtrage. Un mandat de négociation a été donné au Conseil pour le règlement "Eurodac", qui modernisera la base de données contenant les données sur les demandeurs d'asile et les migrants irréguliers. Un autre mandat de négociation a été approuvé pour le règlement sur le filtrage, qui prévoit des règles harmonisées pour les contrôles de sécurité, de santé et d'identité des personnes arrivant aux frontières extérieures européennes mais ne remplissant pas les conditions d'entrée.

La présidence belge du Conseil devrait marquer l'aboutissement d'une longue série de processus législatifs proposés par la Commission européenne en septembre 2020 sous la forme du Pacte européen sur l'asile et la migration. On ne soulignera jamais assez l'importance de ce point. Une politique européenne plus commune est nécessaire. Le cadre actuel n'est plus adapté à la réalité du terrain et crée le chaos. L'objectif ultime reste de parvenir à une réforme équilibrée et durable, respectant les droits fondamentaux, qui devrait assurer un meilleur contrôle des personnes qui entrent dans l'UE et devrait renforcer la lutte contre et le suivi de la migration irrégulière, tant dans les flux primaires que secondaires, en combinaison avec une réforme en profondeur du système d'asile européen.

aan de buitengrenzen, de correcte registratie van personen, kwaliteitsvolle en snelle procedures, de correcte toepassing van het Dublinsysteem, en een gemeenschappelijke visie op de Europese samenwerking met derde landen wiens medewerking cruciaal is om terugkeer te kunnen realiseren.

Het tweede element van solidariteit volgt uit het begrip verantwoordelijkheid. België is solidair met andere EU lidstaten en zal dat nog meer kunnen zijn wanneer bovenstaande elementen van correct migratiebeheer worden gerealiseerd. Het is in het belang van lidstaten met een grote spontane instroom om iedereen correct te registreren, opdat er ook een correctie kan komen op het aantal personen die deze landen moeten opvangen. Het Europees model dat België bepleit gaat uit van cijfers en van de reële asiële druk op lidstaten, zowel de primaire als secundaire.

De EU mag en moet ambitieus zijn in het asiel- en migratiebeleid en België moet mee aan die kar trekken, richting het Europees voorzitterschap van ons land in de eerste jaarhelft van 2024. Er werden de eerste concrete stappen richting het Pact gezet, met de oprichting van een Europees Asiel Agentschap en, zeer belangrijk, enkele weken geleden ook een doorbraak in de Eurodac en Screening dossiers. Er werd een onderhandelingsmandaat gegeven aan de Raad voor de "Eurodac"-verordening, die de gegevensdatabank met gegevens van asielzoekers en irreguliere migranten zal moderniseren. Verder werd een ander onderhandelingsmandaat goedgekeurd voor de Screeningverordening, die voorziet in geharmoniseerde voorschriften voor veiligheids-, gezondheids- en identiteitscontroles van personen die aan de Europese buitengrenzen aankomen maar niet voldoen aan de binnenkomstvoorwaarden.

Het Belgisch voorzitterschap van de Raad moet het sluitstuk worden van een lange reeks wetgevende processen die in september 2020 door de Europese Commissie voorgesteld werden als Europees Asiel- en Migratiepact. Het belang hiervan kan niet genoeg benadrukt worden. Een meer gemeenschappelijk Europees beleid is nodig. Het huidige kader is niet meer aangepast aan de realiteit op het terrein en zorgt voor chaos. Het einddoel is nog steeds om een evenwichtige, duurzame hervorming te bewerkstelligen, met respect voor de fundamentele rechten, die moet zorgen voor een beter toezicht op wie de EU binnenkomt en een betere bestrijding en opvolging van irreguliere migratie, zowel in primaire als secundaire stromen, in combinatie met een verregaande hervorming van het Europees asielsysteem.

3. Ligne de force 3: Des institutions efficaces dans un cadre législatif clair

1. Renforcement des services d'asile et de migration

Des procédures rapides et de qualité sont la pierre angulaire d'une bonne politique. Elles permettent aux personnes concernées d'obtenir rapidement la sécurité juridique. Et elles soulagent la pression sur les services de migration et d'accueil. Il est donc prioritaire de mettre celles-ci en pratique. À cette fin, les différentes initiatives dans ce domaine seront poursuivies.

a) Recrutement de personnel

Une grande campagne de recrutement est actuellement en cours pour les différents services d'asile et de migration. Les services sont renforcés de manière historique. Cette campagne sera poursuivie et, dans la mesure du possible, une procédure de recrutement plus rapide sera mise en place.

b) Audit externe des services d'asile et de migration

Au début de la législature, la procédure d'adjudication de l'audit externe des services d'asile et de migration a été lancée immédiatement. À la fin de l'année 2021, l'audit proprement dit a commencé. Cet audit est en cours de finalisation.

Les résultats de l'audit permettront de renforcer les services d'asile et de migration et d'éliminer les difficultés identifiées. Toutefois, un certain nombre de points se dégagent clairement déjà:

— Une meilleure coopération entre les différentes instances d'asile est cruciale afin de pouvoir réserver un suivi approprié aux différentes demandes. En particulier en matière d'asile et d'accueil, une approche plus coordonnée est nécessaire pour parvenir à des décisions plus rapides et à une meilleure gestion des ressources disponibles. Une structure de gestion ou une Cellule de coordination composée de membres des quatre services est donc nécessaire;

— Grâce à un pool de collaborateurs, il est possible de faire face aux fluctuations en termes de flux entrants. Ces collaborateurs peuvent être déployés rapidement en cas de besoin;

— Poursuite de la numérisation des services d'asile et de migration et meilleure coordination des différents services et systèmes;

3. Krachtlijn 3: Efficiënte instellingen in een duidelijk wetgevend kader

1. Versterking asiel- en migratiediensten

Het voorzien van snelle en kwaliteitsvolle procedures is een hoeksteen van goed beleid. Het zorgt ervoor dat de betrokkenen snel rechtszekerheid krijgen. En het zorgt ervoor dat de druk op de migratie- en opvangdiensten verlicht. Het is dus een prioriteit om dit in de praktijk te brengen. Daarvoor worden de verschillende initiatieven hieromtrent verder gezet.

a) Aanwerving personeel

Momenteel loopt er een grote aanwervingscampagne voor de verschillende asiel- en migratiediensten. De diensten worden op een historische manier versterkt. Deze campagne wordt verdergezet en er wordt waar mogelijk in een snellere aanwervingsprocedure voorzien.

b) Externe audit van de asiel- en migratiediensten

Bij het begin van de legislatuur werd het gunningsproces om de externe audit bij de asiel- en migratiediensten onmiddellijk opgestart. Eind 2021 ging de audit zelf van start. Deze audit wordt op dit ogenblik gefinaliseerd.

Met de resultaten van de audit zal er aan de slag gegaan worden om de asiel- en migratiediensten te versterken en de aangebrachte pijnpunten weg te werken. Een aantal punten komen wel al duidelijk naar boven:

— Een betere samenwerking tussen de verschillende asielinstanties is cruciaal om een geschikte opvolging te kunnen bieden aan verschillende aanvragen. Zeker inzake asiel en opvang is een meer gecoördineerde aanpak noodzakelijk om tot snellere beslissingen te komen en een beter beheer van de aanwezige middelen. Een beheersstructuur of Coördinerende cel bestaande uit leden van de vier diensten is daarom noodzakelijk;

— Via een pool van werknemers kunnen fluctuaties in de instroom opgevangen worden. Deze werknemers kunnen snel ingezet worden waar nodig;

— Verdere digitalisering van de asiel- en migratiediensten en een betere afstemming van de verschillende diensten en systemen;

— Les relations avec les citoyens/migrants doivent être améliorées. Cela peut se faire de différentes manières, par exemple en demandant aux services d'entrer directement en contact avec eux.

a) Numérisation

La poursuite de la numérisation des différents services d'asile et de migration est indispensable. Elle devrait rendre le travail des services plus rapide, plus flexible et plus clair. Un bon fonctionnement numérique présente donc de nombreux avantages, tant pour les différents services que pour les 'clients', en particulier les citoyens et les migrants.

Nous ne partons pas de zéro. Les différents services ont déjà fait de grands progrès par le passé. Et il y a plusieurs projets en cours qui peuvent être mis en œuvre à court et moyen terme. Les résultats de l'audit externe (voir ci-dessus) seront également utilisés pour prendre de nouvelles initiatives.

2. Conférence interministérielle sur la Migration et l'Intégration

La migration et l'intégration sont avant tout des domaines politiques dans lesquels un dialogue régulier entre les décideurs politiques est nécessaire. L'accès au territoire, la politique d'intégration civique et d'intégration tout cours, l'accès au marché du travail, les affaires étrangères, la coopération au développement, ... tous doivent être bien coordonnés. Afin de réaliser cette politique cohérente en matière de migration et d'intégration, une Conférence interministérielle sur la migration et l'intégration a été mise en place au cours de cette législature. Elle offre une plateforme de concertation permanente où peuvent être abordés des thèmes qui transcendent le niveau du fédéral et des entités fédérées.

L'année dernière, la CIM a été lancée avec succès. Compte tenu de la vulnérabilité du groupe cible et de l'urgence existante, la question des mineurs étrangers non accompagnés a été abordée comme premier sujet. Cela a abouti à une note contenant divers objectifs et actions concrètes auxquels tous les gouvernements de notre pays se sont engagés.

Le prochain sujet qui y sera abordé est l'activation et la migration de travail. Ces questions sont également cruciales et constituent des lignes de force de la politique (voir ci-dessous). Le travail renforce notre économie. En ces temps de pénurie de main-d'œuvre, nous avons besoin de toutes les forces disponibles. Mais le travail donne aussi un sens à tous ceux qui sont impliqués, même si certains ne pourront pas rester définitivement

— De relatie met de burger/migranten moeten verbeterd worden. Dit kan op verschillende manieren, bv. door de diensten rechtstreeks met hen contact te laten opnemen.

a) Digitalisering

Een verdere digitalisering van de verschillende asiel- en migratiediensten is een must. Het moet het werk van diensten sneller, flexibeler en overzichtelijker maken. Een goede digitale werking houdt dus vele voordelen in, zowel voor de verschillende diensten als voor de 'klanten', met name de burgers en migranten.

We beginnen niet van nul. De verschillende diensten hebben in het verleden al grote stappen gezet. En er lopen verschillende projecten die op korte en middellange termijn uitgevoerd kunnen worden. De resultaten van de externe audit (zie *supra*) zullen ook gebruikt worden om nieuwe initiatieven te nemen.

2. Interministeriële conferentie Migratie en Integratie

Migratie en integratie zijn bij uitstek beleidsdomeinen waarin er een regelmatige dialoog tussen beleidsverantwoordelijken nodig is. De toegang tot het grondgebied, het inburgerings- en integratiebeleid, de toegang tot de arbeidsmarkt, buitenlandse zaken, ontwikkelingssamenwerking, ... dienen goed op elkaar te worden afgestemd. Om dat coherent migratie- en integratiebeleid te bewerkstelligen, werd er deze legislatuur een Interministeriële conferentie Migratie en Integratie opgericht. Het biedt een permanent overlegplatform waar thema's die het federale en deelstaatsniveau overschrijden, kunnen besproken worden.

Afgelopen jaar ging de IMC succesvol van start. Gezien de kwetsbaarheid van de doelgroep en de bestaande urgentie werd als eerste thema de problematiek van de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen behandeld. Dit leidde tot een nota met verschillende doelstellingen en concrete acties waarbij alle regeringen van ons land zich engageren.

Het volgende thema dat zal besproken worden is Activering en arbeidsmigratie. Ook deze thematiek is cruciaal en vormt een krachtlijn van het beleid (zie *infra*). Werk versterkt onze economie. In deze tijden van krapte op de arbeidsmarkt kunnen we alle handen gebruiken. Maar werk geeft ook een zinvolle invulling voor de betrokkenen, ook al zullen sommigen niet permanent in ons land kunnen blijven. Elke opgedane ervaring kan alleen maar

dans notre pays. Toute expérience acquise ne peut être qu'utile.

1. Code de la migration

Un nouveau Code de la migration lisible et clair reste nécessaire de toute urgence. La législation actuelle sur les étrangers est complexe, incohérente et parfois même contradictoire.

Afin de parvenir à un Code de la migration largement soutenu, une commission d'expert a été mise en place. Cette commission a organisé une large consultation, laquelle les goulets d'étranglement et les solutions possibles ont été examinés. Sur cette base, la commission a conseillé sur un certain nombre de lignes directrices pour le nouveau Code de la migration. Ces lignes directrices ont été validé au Conseil des ministres début 2022, et constituent le cadre dans lequel le Code de la migration sera développé.

Pour améliorer la lisibilité, la cohérence et la sécurité juridique, une simple codification de la législation actuelle sur les étrangers ne suffira pas. Des adaptations de fond sont également nécessaires pour atteindre ces objectifs. Ces adaptations de fond répondent également à de nombreux autres engagements de l'accord de gouvernement.

Premièrement, les travaux sont axés sur une structure claire et accessible, un langage clair et une terminologie cohérente. Le Code de la migration est rédigé de manière à assurer la cohérence interne, mais aussi à ce que la réglementation s'inscrive dans le cadre normatif des droits de l'homme, du droit de l'Union et du droit des traités.

Pour renforcer la sécurité juridique, les conditions à respecter et les procédures à suivre seront plus transparentes et, autant que possible, élaborées dans la réglementation elle-même.

Les demandeurs doivent être fixés sur leur situation juridique dans les plus brefs délais. Ceux qui remplissent les conditions pour obtenir un permis de séjour doivent l'obtenir dans les meilleurs délais, sans être confrontés à des obstacles formels ou procéduraux inutiles. Ceux qui ne remplissent pas les conditions, doivent recevoir une décision définitive dans les plus brefs délais, et ils doivent bénéficier du suivi nécessaire pour assurer un départ effectif vers un autre pays, volontaire si possible, forcé si nécessaire.

Pour cela, la coopération du demandeur de séjour est nécessaire, ainsi que une prise de décision adéquate de la part des autorités. En mettant l'accent sur un

van pas komen bij een duurzaam toekomstperspectief, hetzij in België, hetzij in het herkomstland of elders.

1. Migratiewetboek

De nood aan een nieuw Migratiewetboek dat leesbaar en helder is, blijft erg hoog. De vreemdelingenwetgeving is complex, onsamenhangend en soms zelfs tegenstrijdig.

Om tot een breed gedragen Migratiewetboek te komen, is een commissie van externe experts opgericht. Deze commissie heeft in 2021 een ruime bevraging georganiseerd, waarin werd gepeild naar knelpunten en mogelijke oplossingen. Op die basis heeft de commissie advies uitgebracht over een aantal krachtlijnen voor het nieuwe Migratiewetboek. Deze krachtlijnen werden begin 2022 gevalideerd door de Ministerraad, en vormen het kader waarbinnen het Migratiewetboek verder wordt vormgegeven.

Indien we werkelijk de leesbaarheid, congruentie en rechtszekerheid willen verbeteren, zal een loutere codificatie van de huidige vreemdelingenwetgeving niet volstaan. Er zijn ook inhoudelijke aanpassingen nodig om deze doelstellingen te bereiken. Hiermee kunnen we overigens ook tegemoet komen aan tal van andere engagementen van het regeerakkoord.

In de eerste plaats zetten we in op een duidelijke en toegankelijke structuur, helder taalgebruik en coherente terminologie. We waken over interne congruentie, maar ook dat de regelgeving in overeenstemming is met het mensenrechtelijke, unierechtelijke en verdragsrechtelijke normenkader.

Om meer rechtszekerheid te brengen, zullen de na te leven voorwaarden en te volgen procedures transparanter worden gemaakt en zoveel als mogelijk in de regelgeving zelf worden uitgewerkt.

Verzoekers moeten ook zo snel als mogelijk uitsluitel krijgen over hun rechtspositie. Zij die voldoen aan de voorwaarden voor een verblijfsvergunning, moeten deze zo snel mogelijk krijgen, zonder onnodige formele of procedurele belemmeringen. Zij die niet voldoen aan de voorwaarden, moeten zo spoedig mogelijk een definitieve beslissing ontvangen, en zij moeten de nodige opvolging krijgen om te zorgen voor een daadwerkelijke vertrek naar een ander land, vrijwillig waar het kan, maar zo nodig gedwongen.

Daarvoor is zowel de medewerking van de vreemdeling nodig, als een behoorlijke besluitvorming door de overheid. Door in te zetten op een meer kwalitatieve

processus décisionnel plus qualitatif et plus complet au niveau administratif dans le cas d'une première demande, il est possible de prévenir et d'éviter les demandes de séjour et les recours répétés qui entravent une application efficace de la loi. Une simplification des procédures et des documents utilisés est en outre recherchée, ainsi qu'une ancrage juridique des mesures de flexibilité qui garantissent l'accessibilité des services, la fourniture d'informations adéquates et la prestation de services appropriés.

Finalement, le contrôle par le juge des actions de l'administration ne doit pas être inutilement compliqué et restreint sur le plan procédural, mais rendu plus efficace. À cet égard, un recours unique doit être assuré, lequel conduit à une décision plus efficace qui peut réellement trancher le litige de manière définitive et ne peut être mise à profit pour échapper à la procédure de retour.

3. Politique transparente et basée sur des données probantes

Une politique transparente et fondée sur des données probantes est cruciale. Cruciale afin que la politique soit rapide et de haute qualité. Cruciale aussi parce que seule une telle politique peut conduire à la confiance. Les citoyens, les migrants et les villes et communes doivent donc pouvoir faire appel à une telle politique.

a) Mesurer, c'est savoir

Un nouveau site web contenant des informations complètes, claires et actualisées sur la migration en Belgique est en pleine construction. Cela permettra à tous ceux qui le souhaitent d'avoir accès à des données actuelles et objectives. En plus d'être une source de données intéressante, cela contribuera à éliminer de nombreux malentendus et préjugés sur la migration.

En vue de la création de ce site web, un nouveau traitement de données sur les visas humanitaires, les demandes de régularisation humanitaire et la migration de travail a été créé. Un accord a été conclu pour créer le site web, et après des concertations mensuelles avec tous les partenaires, un protocole d'accord sera bientôt conclu entre Statbel, Myria et l'Office des étrangers afin de pouvoir échanger rapidement toutes les données et les envoyer au créateur du site web sous forme finie.

b) Accessibilité de l'OE

Le développement du nouveau site web de l'OE se poursuit en permanence, notamment pour fournir toutes les informations en anglais également.

en volledige besluitvorming op bestuurlijk niveau bij een eerste aanvraag, kunnen herhaalde verblijfsaanvragen en beroepen die aan een efficiënte toepassing van de wet in de weg staan voorkomen en vermeden worden. We streven ook naar een vereenvoudiging van de procedures en de documenten, en naar een wettelijke verankering van soepelheidsmaatregelen die zorgen voor toegankelijkheid van de diensten, degelijke informatieverstrekking en aangepaste dienstverlening.

Tenslotte moeten de beroepsprocedures niet onnodig complex en procedureel beperkt worden, maar efficiënter gemaakt worden. Hierbij moet een eenmalig hoger beroep verzekerd worden, dat leidt tot een meer efficiënte uitspraak die het geschil daadwerkelijk finaal kan beslechten, en dat niet misbruikt kan worden om aan de terugkeerprocedure te ontsnappen.

3. Transparant en "evidence based" beleid

Een transparant en op feiten gebaseerd beleid is cruciaal. Cruciaal om het beleid snel en kwaliteitsvol te laten verlopen. Cruciaal ook omdat enkel een dergelijk beleid tot vertrouwen kan leiden. De burgers, migranten en de steden en gemeenten moeten daarom op zo'n beleid beroep kunnen doen.

a) Meten is weten

Een nieuwe website met volledige, heldere en geactualiseerde gegevens over migratie in België is in volle uitvoering. Op die manier krijgt iedereen die dat wil, toegang tot actuele en objectieve gegevens. Naast een interessante bron van gegevens kunnen zo ook vele misverstanden en vooroordelen over migratie de wereld uit geholpen worden.

Ter voorbereiding van de aanmaak van deze website werd een nieuwe gegevensverwerking gecreëerd van data met betrekking tot humanitaire visa, aanvragen humanitaire regularisatie en arbeidsmigratie. Er werd een overeenkomst gesloten tot creatie van de website, en na maandelijks overleg met alle partners wordt eerstdaags een protocolakkoord gesloten tussen Statbel, Myria en de Dienst Vreemdelingenzaken om alle gegevens snel te kunnen uitwisselen en in afgewerkte vorm over te maken aan de maker van de website.

b) Toegankelijkheid DVZ

De nieuwe website van DVZ wordt continu verder ontwikkeld, onder andere om ook alle informatie in het Engels te voorzien.

En outre, il est examiné concrètement comment rendre le site web plus interactif et plus accessible. Le helpdesk de l'OE fait également l'objet d'une refonte afin de pouvoir offrir un service de qualité à un public diversifié, en accordant une attention particulière aux différents groupes cibles tels que les ressortissants étrangers concernés et les avocats.

c) Rapport d'activités

Au début de ce mois a été publié le deuxième rapport d'activités de l'OE, avec là encore des informations supplémentaires sur le fonctionnement des différents services et des informations quantitatives et qualitatives sur les différentes demandes de séjour, y compris les compétences discrétionnaires.

d) Mesures pour villes et communes

Les villes et les communes sont l'un des partenaires les plus importants de l'Office des étrangers en matière de politique migratoire. Elles sont également le premier point de contact pour le migrant. Il est donc primordial qu'un bon fonctionnement et une bonne collaboration soient mis en place.

Les villes et les communes supportent une charge de travail importante et sont confrontées à des problèmes très différents, et des solutions différentes s'imposent donc.

Là où des citoyens de l'Union séjournent sans se faire enregistrer (par exemple dans les régions frontalières), les communes auront la possibilité d'enregistrer quelqu'un d'office. Les grandes villes disposant d'un service spécialisé pourront traiter elles-mêmes certains dossiers, comme l'octroi d'un permis de séjour permanent aux citoyens de l'Union, alors que pour ces dossiers, elles doivent aujourd'hui souvent attendre trop longtemps une réponse des services centraux. La numérisation des courts séjours (*infra*) permettra également de réduire la charge de travail.

En général, la numérisation des procédures facilitera le fonctionnement des communes à l'avenir.

2. Smart borders

Chaque année, des millions de personnes franchissent les frontières extérieures de l'Europe, parfois pour un court séjour, avec ou sans visa, parfois pour un long séjour, par exemple pour travailler, étudier ou rejoindre leur famille. Afin de mieux surveiller et gérer tout ce trafic transfrontalier, un ensemble ambitieux de règlements a été conclu pour l'ensemble de l'espace Schengen en 2017.

Daarnaast wordt concreet onderzocht hoe de website interactiever en toegankelijker kan gemaakt worden. Ook de helpdesk van DVZ wordt onder handen genomen, om te verzekeren dat een kwalitatieve dienstverlening kan geboden worden naar een gediversifieerd publiek, waarbij aandacht wordt besteed aan de verschillende doelgroepen zoals de betrokken vreemdeling en advocaten.

c) Activiteitenverslag

Begin deze maand werd het tweede activiteitenverslag van DVZ gepubliceerd, met opnieuw bijkomende informatie over de werking van de verschillende diensten en kwantitatieve en kwalitatieve informatie over de verschillende verblijfsaanvragen, inclusief de discretionaire bevoegdheden.

d) Maatregelen voor steden en gemeenten

Steden en gemeenten vormen één van de meest cruciale partners van de Dienst Vreemdelingenzaken in het migratiebeleid. Ook vormen ze het eerste aanspreekpunt voor de migrant. Het is dus noodzakelijk dat er aan een goede (samen)werking wordt gebouwd.

Steden en gemeenten dragen een grote werklast en worden met heel verschillende problemen wordt geconfronteerd, en er zijn dus diverse oplossingen nodig.

Waar Unieburgers verblijven zonder zich in te schrijven (bijvoorbeeld in de grensstreek) krijgen gemeenten de mogelijkheid om iemand ambtshalve in te schrijven. Grotere steden met een gespecialiseerde dienst zullen bepaalde dossiers zelf kunnen afhandelen, zoals de toekenning van een duurzaam verblijf voor Unieburgers, terwijl ze voor deze dossiers nu vaak te lang op een antwoord van de centrale diensten moeten wachten. De digitalisering van het kort verblijf (*infra*) zorgt bovendien voor een vermindering van de werklast.

In het algemeen zal de werking van de gemeenten in de toekomst worden vergemakkelijkt door de digitalisering van de procedures.

2. Smart borders

Ieder jaar zijn er miljoenen personen die de Europese buitengrenzen oversteken, soms voor kort verblijf, met of zonder visum, soms voor lang verblijf om hier bijvoorbeeld te werken, te studeren of hu gezinsleden te vervoegen. Om al dit grensoverschrijdend verkeer beter te monitoren en beheren, is voor de hele Schengenzone in 2017 een ambitieus pakket verordeningen afgesloten.

Nous préparons notre propre cadre législatif pour l'entrée en vigueur des règlements de l'UE sur le Entry Exit System en mars 2023 et sur le *European Travel Information and Authorisation system* en novembre 2023. Cela permet également l'entrée en vigueur de certaines mesures d'exécution, telles que la notification numérique de l'adresse pour les étrangers en court séjour. Les adaptations nécessaires à la révision du règlement SIS, prévue pour septembre 2022, sont également en préparation.

4. Ligne de force 4: Offrir une protection à ceux qui en ont besoin

L'un des principaux piliers de ce département consiste toujours à offrir une protection à ceux qui en ont besoin. C'est ce que nous continuerons bien sûr à faire en garantissant une procédure d'asile de qualité aux demandeurs de protection internationale.

Depuis un certain temps déjà, la crise de l'accueil entrave la réinstallation des réfugiés. Il est nécessaire de réinstaller au moins les plus vulnérables et de se concentrer sur la poursuite de l'expansion du parrainage communautaire. Le parrainage communautaire a l'avantage d'accélérer l'intégration des personnes concernées. De plus, il n'exerce pas de pression supplémentaire sur le réseau d'accueil.

Outre la protection internationale, la protection des mineurs est essentielle à une politique migratoire humaine. Les mineurs restent parfois délibérément sous le radar et échappent ainsi au système de protection belge. Des initiatives sont mises en place pour répondre à leurs besoins fondamentaux et leur fournir les bonnes informations.

Une proposition sera également faite au gouvernement concernant la création d'un droit de séjour spécifique pouvant être accordé aux apatrides s'ils remplissent certaines conditions.

5. Ligne de force 5: Un accueil de qualité dans un modèle d'accueil flexible

La crise de l'accueil actuelle nous rappelle la nécessité d'un réseau d'accueil stable mais flexible. L'objectif reste de prévoir des places tampons suffisantes qui peuvent être fermées lorsque l'afflux est faible et ouvertes lorsque l'afflux est élevé, afin d'éviter de devoir travailler en permanence en mode de crise. C'est ce mode de crise qui empêche trop souvent de continuer à améliorer la qualité des centres d'accueil. Par conséquent, lorsque le nombre de places d'accueil requises diminuera à

We maken alvast ons eigen wetgevend kader klaar voor de inwerkingtreding van de EU-verordeningen over het Entry-Exit System in maart 2023 en het *European Travel Information and Authorisation System* in november 2023. Dat laat ook toe om sommige uitvoeringsmaatregelen, zoals de digitale adresmelding voor vreemdelingen in kort verblijf, ook al eerder in werking te kunnen laten treden. Ook de aanpassingen die nodig zijn voor de herziening van de SIS-Verordening, voorzien in september 2022, worden op dit moment voorbereid.

4. Krachtlijn 4: Bescherming bieden aan zij die dat nodig hebben

Eén van de belangrijkste pijlers van dit departement blijft het bescherming bieden aan de mensen die dat nodig hebben. Dit blijven we uiteraard doen door het garanderen van een kwalitatieve asielprocedure aan verzoekers om internationale bescherming.

De opvangcrisis staat de hervestiging van vluchtelingen al enige tijd in de weg. Het is noodzakelijk om minstens de meest kwetsbaren te hervestigen en in te zetten op de verdere uitbreiding van *community sponsorship*. *Community sponsorship* heeft als voordeel dat het voor een snellere integratie van de betrokkenen zorgt. Bovendien zet het geen extra druk op het opvangnetwerk.

Naast internationale bescherming staat ook de bescherming van minderjarigen centraal in een humaan migratiebeleid. Minderjarigen blijven soms bewust onder de radar en vallen zo buiten het Belgische beschermingssysteem. Er wordt gewerkt aan initiatieven om toch tegemoet te komen aan hun basisnoden en om hen de juiste informatie te geven.

Er zal ook een voorstel aan de regering gedaan worden met betrekking tot de creatie van een specifiek verblijfsrecht dat aan staatlozen kan toegekend worden wanneer ze aan bepaalde voorwaarden voldoen.

5. Krachtlijn 5: Kwaliteitsvolle opvang in een flexibel opvangmodel

De huidige opvangcrisis wijst ons nogmaals op de nood aan een stabiel, maar flexibel opvangnetwerk. Doel blijft voldoende bufferplaatsen te voorzien die kunnen sluiten bij een lage instroom en openen bij een hoge instroom om te voorkomen dat er voortdurend in crisismodus gewerkt moet worden. Deze crisismodus verhindert al te vaak om verder de kwaliteit te verbeteren van de opvangcentra. Wanneer het aantal benodigde opvangplaatsen terug afneemt zullen er daarom een

nouveau, un nombre important de places d'accueil devra être conservé, de manière à créer un réseau d'accueil plus résilient.

Les partenaires d'accueil de Fedasil - et la Croix-Rouge en particulier - jouent ici un rôle crucial. Ils soutiennent Fedasil depuis des années dans l'accomplissement de sa mission d'accueil. La coopération avec les partenaires d'accueil doit être encore renforcée afin de pouvoir compter sur une bonne coopération à l'avenir également.

Il est important d'inclure les administrations locales dans ce réseau d'accueil. Elles constituent un maillon essentiel pour créer un soutien aux structures d'accueil collectives dans notre pays, mais peuvent également apporter elles-mêmes une contribution importante en offrant des places dans le cadre d'initiatives locales d'accueil. À cette fin, des mesures seront prises pour rendre plus attrayante pour les communes l'ouverture d'initiatives locales d'accueil en leur fournissant un cadre financier clair et les administrations locales ayant des centres d'accueil sur leur territoire seront mieux encadrées.

6. Ligne de force 6: Une politique migratoire comme valeur ajoutée

1. Migration pour motif d'études

La migration pour motif d'études est synonyme de valeur ajoutée pour notre pays. Les 'esprits brillants' peuvent développer tout leur potentiel dans nos universités et écoles supérieures. C'est pourquoi des mesures ont déjà été prises au cours de cette législature pour renforcer la migration pour motif d'études et pour faire en sorte que les 'esprits brillants' restent dans notre pays.

La procédure révisée de migration pour motif d'études est actuellement en pleine application pour les demandes de la saison étudiante 2022-2023. D'ici fin 2022, cette procédure révisée sera évaluée avec les partenaires externes afin de prendre les mesures supplémentaires nécessaires.

La migration pour motif d'études sera davantage encouragée, en veillant à éviter la fuite des cerveaux. Mais nous ne sommes pas aveugles aux dangers. Après tout, la migration des études est aussi un canal de fraude facile. Cette observation n'est pas nouvelle. Les différentes mesures prises pour lutter contre les abus sont évaluées en permanence et renforcées si nécessaire.

2. Migration de travail

Le marché du travail belge reste tendu. Dans le même temps, force est de constater que la participation au

significatif nombre d'opvangplaatsen behouden blijven om een veerkrachtiger opvangnetwerk vorm te kunnen geven.

De opvangpartners van Fedasil - en in het bijzonder het Rode Kruis - zijn hierbij van cruciaal belang. Zij ondersteunen Fedasil reeds jaren in het uitvoeren van de opvangmissie. De samenwerking met de opvangpartners dient verder versterkt te worden om ook in de toekomst op een goede samenwerking te kunnen vertrouwen.

Het is belangrijk om ook de lokale besturen op te nemen in dit opvangnetwerk. Zij vormen een essentiële schakel om draagkracht te creëren voor collectieve opvangstructuren in ons land, maar kunnen ook zelf belangrijke bijdragen leveren door het aanbieden van plaatsen via lokale opvanginitiatieven. Met dat doel zullen we dan ook maatregelen genomen om het aantrekkelijker te maken voor gemeentes om lokale opvanginitiatieven te openen door een helder financieel kader te bieden en zullen lokale besturen met opvangcentra op het grondgebied beter omkaderd worden.

6. Krachtlijn 6: Een versterkend migratiebeleid

1. Studiémigratie

Studiémigratie betekent een meerwaarde voor ons land. 'Knappe koppen' kunnen zich volop ontplooiën aan onze universiteiten en hogescholen. Er werden deze legislatuur dan ook al maatregelen genomen om studiémigratie te versterken en de 'knappe koppen' in ons land te houden.

De herziene procedure voor studiémigratie vindt op dit moment zijn volle toepassing voor de aanvragen van het studentenseizoen 2022-2023. Eind 2022 zal deze herziene procedure geëvalueerd worden met de externe partners om de nodige bijkomende maatregelen te nemen.

Studiémigratie zal verder worden aangemoedigd, zonder een braindrain te veroorzaken. Maar we zijn niet blind voor de gevaren. Studiémigratie is immers ook een gemakkelijk fraudekanaal. Dat is geen nieuwe vaststelling. De verschillende maatregelen die genomen werden om misbruiken tegen te gaan worden permanent geëvalueerd en indien nodig aangescherpt.

2. Arbeidsmigratie

De krapte op de Belgische arbeidsmarkt zet zich verder. Tegelijkertijd moeten we vaststellen dat de

marché du travail des personnes issues de l'immigration reste très inférieure à la moyenne européenne. De par mes compétences, je veux contribuer au taux d'emploi de 80 % en supprimant les obstacles à l'accès à un séjour lié au travail pour les ressortissants étrangers en situation régulière de séjour. L'un des moyens d'y parvenir est de rendre le changement de statut vers le permis unique possible pour tous les ressortissants étrangers dont le statut de séjour est supérieur à trois mois.

Nous veillerons à ce que les chercheurs des pays tiers dans lesquels la Belgique a beaucoup investi puissent, dans la mesure du possible, trouver un emploi sur le marché du travail belge après avoir terminé leurs recherches. Cette année encore, nous introduirons l'année de recherche pour les chercheurs de pays tiers, à l'instar de l'année de recherche pour les étudiants introduite en 2021.

La plateforme électronique 'Working in Belgium' a été mise en service en 2021 et contribue à une procédure transparente, efficace et plus rapide. Dans ce contexte, diverses améliorations des performances et des processus seront mises en œuvre en 2022 sur la base du feedback des différents groupes d'utilisateurs. En outre, la plateforme sera encore approfondie, par exemple en garantissant l'accès aux services d'inspection, et sera encore étendue en appliquant la procédure du permis unique aux chercheurs, stagiaires et volontaires de pays tiers. À cette fin, les travaux législatifs nécessaires seront achevés en 2022.

3. *Migration circulaire*

La Belgique continue de miser sur des projets spécifiques de migration circulaire qui peuvent apporter une valeur ajoutée à la personne concernée, au pays d'origine et au pays d'accueil. À cet égard, les bonnes pratiques des projets en cours et terminés sont toujours prises en compte.

Après consultation des ministres fédéraux et régionaux compétents, il est apparu que la Belgique ne pouvait pas assumer un rôle de pionnier en matière de Partenariats pour les talents à l'heure actuelle. La Belgique continue de suivre de près ces développements et est toujours prête à échanger son expertise sur la base de l'expérience de nos projets en cours. La cohérence avec la politique migratoire générale reste un objectif pour de tels projets.

arbeidsmarktparticipatie van personen met een migratieachtergrond ver onder de Europese gemiddeldes blijft. Vanuit mijn bevoegdheden wil ik bijdragen aan de tewerkstellingsgraad van 80 % door de drempels voor de toegang tot een verblijf op basis van werk voor legaal verblijvende vreemdelingen weg te halen. Dit doen we onder meer door de statuutswijziging naar de gecombineerde vergunning mogelijk te maken voor alle vreemdelingen met een verblijfstatus van meer dan drie maanden.

We zorgen er voor dat derdelands onderzoekers waarin België veel geïnvesteerd heeft, maximaal kunnen aansluiten op de Belgische arbeidsmarkt na het voltooien van hun onderzoek. We voeren nog dit jaar het zoekjaar in voor derdelands onderzoekers, naar voorbeeld van het zoekjaar voor studenten dat werd ingevoerd in 2021.

Het elektronisch platform 'working in Belgium' werd in 2021 gelanceerd en draagt bij aan een transparante, efficiënte en snellere procedure. Hiervoor worden nog in 2022 verschillende performantie en procesverbeteringen doorgevoerd op basis van feedback van de verschillende groepen gebruikers. Het platform zal bovendien verder verdiept worden, door bijvoorbeeld de toegang van de inspectiediensten te garanderen, én zal verder uitgebreid worden, door de toepassing van de gecombineerde vergunningsprocedure voor derdelands onderzoekers, stagiairs en vrijwilligers. Hiervoor wordt in 2022 het nodige wetgevende werk afgerond.

3. *Circulaire migratie*

België blijft verder inzetten op specifieke projecten van circulaire migratie die een meerwaarde kunnen betekenen voor zowel de betrokkene, het herkomstland én het ontvangende land. Daarbij wordt steeds rekening gehouden met de good practices van de lopende en afgeronde projecten.

Na overleg met de betrokken federale en regionale ministers, bleek dat België op dit moment geen voortrekkersrol op zich kan nemen voor de *Talent Partnerships*. België blijft deze ontwikkelingen op de voet volgen en is steeds bereid tot uitwisseling van expertise op basis van de ervaring van onze lopende projecten. Coherentie met het bredere migratiebeleid blijft een streefdoel voor dergelijke projecten.

4. Court séjour

Les personnes qui demandent un visa doivent être assistées et informées de manière transparente et recevoir rapidement une réponse définitive.

Suite à l'introduction du système d'entrée/sortie, la procédure de court séjour sera numérisée. Les documents papier ('déclaration d'arrivée' et 'déclaration de présence') qui doivent aujourd'hui être établis par les communes seront remplacés par un système numérique de notification d'adresse (SNNA). Cette notification d'adresse est automatiquement vérifiée par rapport aux informations enregistrées dans le système SES, ce qui signifie que les administrations communales ne doivent plus effectuer de contrôles de résidence systématiques. La législation nécessaire sera soumise au parlement à l'automne et pourra être mise en œuvre dès le début de l'année prochaine.

5. Regroupement familial

Vivre ensemble avec son partenaire et ses enfants est un droit. Toutefois, les demandeurs doivent remplir plusieurs conditions. Le regroupement familial est depuis longtemps la principale voie de migration vers la Belgique. Des règles claires et correctes sont donc nécessaires. Conformément à l'accord de gouvernement, des adaptations seront effectuées. Les conditions de regroupement familial seront évaluées à la lumière de la législation des pays voisins et seront revues, sur cette base, si nécessaire, afin de les rendre plus conséquentes.

Les propositions relatives au regroupement familial seront intégrées dans plusieurs projets de loi et dans le Code de la migration. En 2022, un premier projet de loi sera finalisé qui aligne davantage les règles du regroupement familial sur la jurisprudence européenne, adapte les conditions du regroupement familial avec un enfant mineur belge et prévoit le regroupement familial des parents avec l'étranger mineur accompagné qui a obtenu une protection internationale.

7. Ligne de force 7: Lutter contre le séjour irrégulier

Le phénomène du séjour irrégulier reste un défi majeur, qui est extrêmement problématique tant pour la société belge que pour la personne concernée. La politique de lutte contre ce problème est restée longtemps insuffisante. Certaines des recettes du passé ont du mérite et sont nécessaires. Toutefois, comme l'a établi la commission Bossuyt, entre autres, l'ancienne approche s'est avérée inadéquate. C'est pourquoi une approche diversifiée a été initiée au cours de cette législature, tant au niveau des procédures concrètes que des partenaires impliqués. Il s'agit essentiellement d'éviter le séjour irrégulier

4. Kort verblijf

Wie een visum aanvraagt moet op een transparante manier worden geholpen en geïnformeerd en moet snel een definitief antwoord krijgen.

Naar aanleiding van de invoering van het *Entry/Exit-Systeem*, wordt de procedure van kort verblijf gedigitaliseerd. De papieren documenten ('aankomstverklaring' en 'melding van aanwezigheid') die nu door de gemeenten moeten worden opgemaakt, worden vervangen door een digitale adresmelding (DAM). Deze melding van adres wordt automatisch getoetst aan de informatie die geregistreerd staat in het EES-systeem, waardoor de gemeentediensten niet meer systematisch woonstcontroles moeten uitvoeren. De noodzakelijke wetgeving daartoe wordt in het najaar voorgelegd aan het parlement en kan vanaf begin volgend jaar worden uitgevoerd.

5. Gezinshereniging

Het samenleven met partner en kinderen is een recht. De aanvragers dienen echter wel aan verschillende voorwaarden te voldoen. Gezinshereniging is reeds lang het grootste migratiekanaal naar België. Duidelijke en correcte regels zijn dus vereist. In lijn met het regeerakkoord zullen er aanpassingen gebeuren. De voorwaarden tot gezinshereniging zullen worden beoordeeld in het licht van de wetgeving van de buurlanden en, indien nodig, op deze basis worden herzien, teneinde ze consequenter te maken.

De voorstellen rond gezinshereniging zullen worden verwerkt in verschillende wetsontwerpen én in het Migratiewetboek. In 2022 wordt een eerste wetsontwerp gefinaliseerd dat de regels rond gezinshereniging verder in overeenstemming brengt met de Europese rechtspraak, dat de voorwaarden gezinshereniging met een Belgisch minderjarig kind aanpast en de gezinshereniging van de ouders met de begeleide minderjarige vreemdeling die een internationale bescherming verkreeg voorziet.

7. Krachtlijn 7: Onwettig verblijf tegengaan

Het fenomeen van onwettig verblijf blijft een zeer grote uitdaging, die zowel voor de Belgische samenleving als voor de betrokkene uiterst problematisch is. Het beleid om deze problematiek tegen te gaan bleef lange tijd onvoldoende. Sommige van de recepten uit het verleden zijn verdienstelijk en noodzakelijk. Maar, zoals onder andere door de commissie-Bossuyt werd vastgesteld, bleek de voormalige aanpak geen afdoende antwoord bieden. Daarom werd er deze legislatuur een gediversifieerde aanpak opgestart, zowel wat betreft de concrete procedures als de betrokken partners. Centraal

grâce à une politique proactive et à la fourniture correcte d'informations par les différents acteurs dès le début d'une procédure de séjour.

Le retour volontaire doit toujours être la première étape d'une politique de retour équilibrée. Lorsque les personnes elles-mêmes peuvent être convaincues d'un avenir dans leur pays d'origine, un retour effectif de ces personnes est beaucoup plus probable et durable. Le coût budgétaire du retour volontaire est nettement inférieur à celui du retour forcé. En misant sur le retour volontaire, nous évitons autant que possible le recours à la coercition et aux mesures restrictives de liberté. Ces instruments doivent rester réservés aux personnes qui refusent obstinément d'obtempérer à un ordre de quitter le territoire. Par conséquent, les efforts visant à encourager le retour volontaire seront encore intensifiés. Un plan d'action a été élaboré à cette fin.

Des efforts seront consentis pour assurer un suivi intensif proactif des ressortissants étrangers qui ont reçu un ordre de quitter le territoire, l'encadrement ICAM (individual case management support), par lequel ces ressortissants étrangers sont orientés individuellement vers une perspective d'avenir durable.

Cette nouvelle politique de retour proactive est taillée sur mesure: des trajets de retour spécifiques aux groupes cibles sont développés avec une approche différente de l'encadrement en fonction du groupe cible. Même au sein d'un même groupe cible, une approche diversifiée est adoptée. Ces trajets de retour spécifiques aux groupes cibles sont élaborés en collaboration avec toutes les instances concernées, moyennant un encadrement et un soutien approfondis et un suivi régulier. Cette nouvelle politique de retour proactive est aussi le fait du travail humain. Elle nécessite une approche humaine et de proximité. Au cours des deux dernières années, nous avons jeté les bases de cette politique. Le gouvernement a approuvé le déploiement d'un réseau de bureaux ICAM régionaux et le recrutement correspondant d'un total de 85 conseillers ICAM, dont 50 ont déjà été recrutés et 16 autres devraient suivre sous peu.

Si l'étranger refuse de coopérer à son retour volontaire, des efforts seront faits pour renforcer le retour forcé. Avant que la détention en vue d'un éloignement forcé puisse avoir lieu, il faudra d'abord examiner si une mesure de détention moins coercitive peut encore être appliquée efficacement. Des mesures moins coercitives comme alternatives à la détention seront inscrites dans la loi.

hierin staat het vermijden van onwettig verblijf door een aanklappend beleid en correcte informatieverstrekking door verschillende actoren vanaf de start van een verblijfsprocedure.

Vrijwillige terugkeer moet steeds de eerste stap zijn in een evenwichtig terugkeerbeleid. Wanneer personen zelf overtuigd kunnen worden van een toekomst in hun land van herkomst, is een effectieve terugkeer van deze personen veel waarschijnlijker én duurzamer. De budgettaire kost van vrijwillige terugkeer is beduidend lager dan bij een gedwongen terugkeer. Door in te zetten op vrijwillige terugkeer vermijden we zo veel als mogelijk het gebruik van dwang en vrijheidsbeperkende maatregelen. Deze instrumenten moeten voorbehouden blijven voor personen die blijvend weigeren in te gaan op een bevel het grondgebied te verlaten. De inzet op vrijwillige terugkeer wordt bijgevolg verder geïntensifieerd. Daartoe werd een actieplan uitgewerkt.

Er wordt ingezet op een aanklappende intensieve opvolging van vreemdelingen die een bevel om het grondgebied te verlaten hebben ontvangen, de ICAM-begeleiding (individual case management support) waarbij deze vreemdelingen individueel worden begeleid naar een duurzaam toekomstperspectief.

Dit nieuwe aanklappend terugkeerbeleid is maatwerk: er worden doelgroep-specifieke terugkeertrajecten ontwikkeld met een verschillende aanpak van begeleiding naargelang de doelgroep. Zelfs binnen eenzelfde doelgroep wordt een gediversifieerde aanpak gehanteerd. Deze doelgroep-specifieke terugkeertrajecten worden uitgewerkt met alle betrokken instanties, via een doorgedreven begeleiding, ondersteuning en met een regelmatige opvolging. Dit nieuwe aanklappend terugkeerbeleid is ook mensenwerk. Het vergt een menselijke en nabije aanpak. De afgelopen twee jaar hebben we de fundamenten voor dit beleid gelegd. De regering keurde de uitrol goed van een netwerk van regionale ICAM-bureaus en de bijhorende werving van in totaal 85 ICAM-begeleiders, 50 van deze begeleiders zijn reeds geworven en binnen afzienbare tijd zullen er nog 16 volgen.

Wanneer de vreemdeling weigert mee te werken aan zijn vrijwillige terugkeer, wordt ingezet op een versterking van de gedwongen terugkeer. Voordat tot vasthouding met het oog op gedwongen verwijdering kan worden overgegaan, zal eerst worden nagegaan of er een minder dwingende maatregel voor vasthouding nog doeltreffend kan worden toegepast. Minder dwingende maatregelen als alternatieven voor detentie zullen wettelijk worden verankerd.

Un projet de loi visant à mettre pleinement en œuvre cette politique de retour proactive sera présenté au gouvernement sous peu.

Les projets pilotes pour l'accueil et l'orientation des personnes en situation de séjour irrégulier, bien que limités dans leur portée et leur application, restent également un complément important à la mise en œuvre générale de la politique proactive. Entre-temps, une coopération concrète a pu être entamée autour d'un projet, et nous travaillons dur pour élargir encore ce système en 2022.

En outre, avec le Plan intégré d'infrastructures de retour, le gouvernement a approuvé un document important qui prévoit la création de trois nouveaux centres fermés et d'un centre de départ. Cela permettra d'offrir près de 400 places supplémentaires pour l'organisation du retour forcé, tout en tenant compte de l'habitabilité des centres fermés. Il peut être clair qu'une approche globale de la politique de retour n'a jamais pris une telle forme auparavant.

Enfin, dans le cadre des négociations sur le Pacte européen sur l'asile et la migration, nous recherchons une approche structurelle du problème complexe de la transmigration. C'est au niveau européen que se trouve la clé de la résolution de ce problème. Mais diverses mesures ont également été prises au niveau national, en collaboration avec l'Intérieur et la Justice. Et Fedasil a également renforcé l'équipe Reach Out. Grâce à cette équipe, les transmigrants sont informés en détail des différentes possibilités qui s'offrent à eux. Il peut s'agir d'une demande de protection internationale en Belgique, mais aussi d'un trajet vers le retour volontaire.

Régularisation humanitaire

La procédure de régularisation est et reste une procédure d'exception pour les personnes qui ne remplissent pas les conditions requises pour l'un des canaux de migration légale existants. Il s'agit d'une compétence discrétionnaire dans le cadre de laquelle les demandes sont traitées sur une base individuelle et évaluées au cas par cas. La politique actuelle est humaine et le restera. Le cap actuel sera maintenu.

8. Ligne de force 8: Lutter contre les abus, les menaces pour l'ordre public et les utilisations abusives

Une politique d'asile et de migration humaine mais juste signifie qu'il faut s'attaquer avec force aux abus des procédures existantes. Dans tous les domaines de la politique d'asile et de migration, des efforts cohérents sont déployés pour prévenir et éliminer ces abus. Il peut

Een wetsontwerp om dit aanklampend terugkeerbeleid ten volle te kunnen uitvoeren, wordt binnenkort aan de regering voorgesteld.

Ook de pilootprojecten voor opvang en oriëntatie van mensen zonder wettig verblijf blijven, hoewel beperkt in scope en toepassing, een belangrijke aanvulling van de algemene implementatie van het aanklampend beleid. Ondertussen kon de concrete samenwerking van start gaan rond één project, er wordt hard gewerkt om dit verder uit te breiden in 2022.

Daarnaast keurde de regering met het Geïntegreerd Infrastructuurplan Terugkeer een belangrijk document goed dat de voorziet in de creatie van drie nieuwe gesloten centra en een vertrekcentrum. Goed voor bijna 400 bijkomende plaatsen voor de organisatie van de gedwongen terugkeer én met oog voor de leefbaarheid van de gesloten centra. Het mag duidelijk zijn dat een totaal aanpak voor het terugkeerbeleid nooit eerder zodanige vorm kreeg.

Tot slot streven we in het kader van de onderhandelingen over het Europees Asiel- en migratiepact naar een structurele aanpak voor de complexe problematiek van transmigration. Het is op Europees niveau dat de sleutel tot de oplossing van dit probleem zich bevindt. Maar ook op nationaal vlak werden er, tezamen met Binnenlandse Zaken en Justitie, verschillende maatregelen genomen. En vanuit Fedasil werd het Reach Out team versterkt. Via dit team worden transmigranten grondig geïnformeerd over de verschillende mogelijkheden die ze hebben. Dat kan een verzoek om internationale bescherming in België zijn, maar evengoed een traject naar vrijwillige terugkeer.

Humanitaire regularisatie

De regularisatieprocedure is en blijft een uitzonderingsprocedure voor personen die niet in aanmerking komen voor één van de bestaande legale migratiekanalen. Het is een discretionaire bevoegdheid waarbij aanvragen op individuele basis worden behandeld en geval per geval worden beoordeeld. Het beleid is vandaag human en dat zal zo blijven. De huidige koers wordt voortgezet.

8. Krachtlijn 8: Misbruik, gevaar voor openbare orde, en oneigenlijk gebruik aanpakken

Een human, maar rechtvaardig asiel- en migratiebeleid betekent dat misbruik van de bestaande procedures streng moet aangepakt worden. Op alle domeinen van asiel en migratie zetten we consequent in op het voorkomen en wegwerken van dit misbruik. Dit kan gaan

s'agir de demandes ultérieures de protection internationale manifestement infondées, de l'obtention d'un visa d'étudiant dans le seul but de se rendre légalement en Belgique, de mensonges sur la minorité, etc.

Afin de pouvoir mieux suivre et combattre les phénomènes de fraude, un coordinateur fraude a été nommé au sein de l'Office des étrangers. Celui-ci rassemble toutes les constatations relatives à la fraude et aux abus émanant des différents services de l'Office des étrangers et examine les mesures qui peuvent être prises en réponse.

En ce qui concerne la lutte contre les mariages, les relations et les reconnaissances de complaisance, cette année encore, davantage d'informations sur les mariages ou cohabitations potentiellement frauduleux, ainsi que toute enquête sur une reconnaissance frauduleuse d'un enfant, seront immédiatement enregistrées et partagées via le registre national afin que tous les services, communes ou ambassades soient immédiatement informés de toute tentative antérieure de conclure une telle relation de complaisance.

Dans le cadre de la lutte contre la fraude au domicile des citoyens de l'Union qui vivent et travaillent en Belgique mais ne déclarent pas leur résidence principale, les communes disposent d'un moyen de pression par le biais d'une inscription automatique dans les registres, après quoi la personne concernée doit se présenter à la commune, ou une enquête sur la fraude au domicile peut être ouverte.

9. Ligne de force 9: Activation et acquisition de compétences

Comme indiqué ci-dessus, l'asile et la migration est un département important qui concerne le vivre ensemble. Cela signifie que nous ne pouvons pas continuer à appuyer sur le bouton pause dans la vie des demandeurs de protection internationale. C'est pourquoi l'activation des nouveaux arrivants dans notre société reste l'un des fers de lance de notre politique. Activer les demandeurs et se concentrer sur l'acquisition de compétences est une valeur ajoutée pour tous. Le demandeur gagne en indépendance, fait les premiers pas vers une vie en Belgique ou acquiert des compétences qui pourraient lui être utiles à son retour dans son pays d'origine. De cette manière, le demandeur contribue également à la société en tant que citoyen actif. En ces temps de pénurie de main-d'œuvre, cela est plus que bienvenu.

Nous continuons donc à établir des partenariats concrets avec les employeurs afin de faciliter l'orientation vers le marché de l'emploi. Nous en récoltons déjà les premiers fruits sur le terrain, par exemple dans le

om clairement ongedronde volgende verzoeken om internationale bescherming, het verkrijgen van een studentenvisum enkel om legaal naar België te kunnen reizen, het liegen over minderjarigheid, ...

Om de fraudefenomenen adequater te kunnen opvolgen en aanpakken werd binnen de Dienst Vreemdelingenzaken een fraudecoördinator aangesteld. Deze brengt alle vaststellingen rond fraude en misbruik van de verschillende diensten van de Dienst Vreemdelingenzaken samen en bekijkt welke maatregelen hieraan tegemoet kunnen komen.

Wat betreft de strijd tegen schijnhuwelijken, schijnrelaties en schijnerkenningen, wordt nog dit jaar meer informatie over mogelijk frauduleuze huwelijken of samenwonen, alsook elk onderzoek naar een frauduleuze erkenning van een kind, onmiddellijk ingeschreven en gedeeld via het rijksregister, zodat alle diensten, gemeentes of ambassades meteen op de hoogte zijn van vorige pogingen tot het aangaan van een dergelijke schijnrelatie.

In de strijd tegen domiciliefraude door Unieburgers, die in België wonen en werken, maar zich niet op hun hoofdverblijf registreren, krijgen de gemeenten een drukingsmiddel in handen via de ambtshalve inschrijving in de registers, waarna betrokkene zich moet melden bij de gemeente, of een onderzoek naar domiciliefraude kan worden opgestart.

9. Krachtlijn 9: Activering en Competentieverwerving

Zoals reeds aangegeven, is asiel en migratie een belangrijk departement dat gaat over samenleven. Dat betekent dat we de pauzeknop in het leven van verzoekers om internationale bescherming niet langer kunnen blijven induwen. Daarom blijft de activering van nieuwkomers in onze samenleving een van de speerpunten van ons beleid. Een activering van verzoekers en het inzetten op competentieverwerving is een meerwaarde voor iedereen. De verzoeker wint aan zelfstandigheid, zet eerste stappen naar een leven in België of verwerft vaardigheden die ook bij een terugkeer naar het land van herkomst goed van pas kunnen komen. Op die manier draagt de verzoeker ook bij aan de samenleving, als actieve burger. In tijden van een krapte op de arbeidsmarkt is dit meer dan welkom.

We bouwen daarom verder aan concrete partnerschappen met werkgevers om een eenvoudige toeleiding naar de arbeidsmarkt te faciliteren. Daarvan plukken we al de eerste vruchten op het terrein, bijvoorbeeld

secteur de la construction. Mais l'activation va au-delà de l'emploi, elle inclut également le service communautaire et la formation. Toujours à la mesure du candidat en question. À cette fin, un appel à projets est également lancé et la coopération avec les services régionaux de l'emploi est renforcée. Au sein de la CIM Migration & Intégration, nous essayons également de supprimer les seuils avec toutes les autorités compétentes. En outre, nous adhérons au principe 'mesurer, c'est savoir' et une mesure de référence sera effectuée pour pouvoir mener une politique fondée sur des preuves et optimiser nos efforts. Ces investissements valent chaque centime, même si nous continuerons bien sûr à chercher des ressources européennes pour soutenir cette politique.

Pour conclure

La législature a déjà passé le mi-chemin. Après deux ans, nous sommes de plus en plus convaincus que des réformes fondamentales sont nécessaires. Non seulement en Belgique, mais aussi au niveau européen. L'asile et la migration sont des questions qui dépassent les frontières nationales. Une partie importante de la solution doit donc être trouvée conjointement avec les autres États membres européens.

Cependant, nous ne partons pas d'une feuille blanche, ni au niveau belge, ni au niveau européen. Plusieurs réformes structurelles sont en cours. Nous continuerons à y travailler sans interruption. La vision de ces réformes constitue les lignes de force de cette exposé d'orientation politique. Elles sont les piliers pour parvenir à une politique d'asile et de migration plus contrôlée, plus humaine, plus correcte et plus transparente.

La secrétaire d'État à l'Asile et la Migration,

Nicole de MOOR

in de bouwsector. Maar activering gaat verder dan alleen tewerkstelling, er wordt ook werk gemaakt van een gemeenschapsdienst en opleidingen. Steeds op maat van de verzoeker in kwestie. Hiervoor wordt ook een projectoproep uitgeschreven en versterken we de samenwerking met de regionale arbeidsbemiddelingsdiensten. Binnen de IMC Migratie & Integratie trachten we met alle bevoegde overheden ook de drempels weg te werken. Daarnaast houden we ons ook aan het 'meten is weten'-principe en zal er een nulmeting worden uitgevoerd om een evidencebased beleid te kunnen voeren en onze inspanningen te optimaliseren. Deze investeringen zijn iedere cent waard, al wordt er uiteraard ook verder gezocht naar Europese middelen om dit beleid te ondersteunen.

Tot slot

De legislatuur is al voorbij halfweg. Na twee jaar zijn we er steeds meer van overtuigd dat fundamentele hervormingen nodig zijn. Niet enkel in België, maar ook op Europees niveau. Asiel en migratie is een thema dat de landsgrenzen overstijgt. Een belangrijk deel van de oplossing moet dan ook tezamen met de andere Europese lidstaten gevonden worden.

We starten echter niet van een wit blad. Niet op Belgisch niveau en niet op Europees niveau. Verschillende structurele hervormingen staan in de stellingen. Daar zal zonder onderbreking aan worden verder gewerkt. De visie voor deze hervormingen zijn de krachtlijnen in deze beleidsverklaring. Ze vormen de pijlers om tot een asiel- en migratiebeleid te komen, dat meer gecontroleerd verloopt en dat humaan, correct en transparant is.

De staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Nicole de MOOR